Déclaration de l'intersyndicale des Finances Publiques de l'Aude

Monsieur le Président,

Vous avez présenté votre projet de cartographie de la présence des services des Finances Publiques sur le territoire audois appelé tout d'abord « géographie revisitée », « déconcentration de proximité » puis enfin « nouveau réseau de proximité ».
Nous passerons sur le grotesque des multiples dénominations puisque le sujet ne prête malheureusement pas à rire. En effet, malgré la novlangue utilisée dans vos documents de propagande, il s'agit véritablement d'une destruction de l'ensemble de nos missions.

Qu'on en juge :
- Fermeture annoncée des trésoreries de Bram, Cuxac-Cabardès, Durban-Corbières, Lézignan-Corbières, Leucate, la Paierie Départementale, Peyriac-Minervois et Quillan et transformation de la trésorerie de Castelnaudary et du Service des Impôts des Entreprises (SIE) de Limoux en simple antenne.
- Création de centres industriels de traitement de la comptabilité des collectivités locales localisés à Carcassonne, Narbonne et Limoux.
- Afin d'amadouer les élus, il est proposé la création de postes de « conseiller des collectivités locales » dont l'utilité et les réelles fonctions restent à définir. Il s'agira en fait avant tout de recaser des cadres supérieurs surnuméraires privés de leur emploi par ces restructurations.
- La mise en place d' « accueil de proximité » dont les activités et compétences véritables sont, à dessein, bien mystérieuses sinon ridicules et low cost quand on en connaît le pourtour envisagé.

Vous contentant de répéter les éléments de langage écrits sur mesure par le Ministre de l'Action et des Comptes Publics Darmanin et ce gouvernement, vous trahissez vos fonctions et le service public que vous êtes censé servir.

Monsieur le Destructeur Départemental des Finances Publiques, comment pouvez-vous abandonner le secteur public local en le privant de trésoreries de proximité qui assurent au quotidien le paiement des dépenses des collectivités locales dans des délais remarquables, le recouvrement des recettes de ces mêmes collectivités à des taux de très haut niveau et le conseil budgétaire, financier et fiscal apprécié des élus locaux ?
Comment justifier le recul sans précédent de l'accueil des usagers qui, pour avoir un quelconque renseignement, devront désormais utiliser leur véhicule, s'ils sont motorisés, ou plus vraisemblablement contacter des centres d'appel surchargés qui ne pourront répondre aux sollicitations dans des délais raisonnables ?

Comment admettre de prendre le risque que les PME et TPE du Limouxin, de la Haute-Vallée, du Chalabrais et du Plateau de Sault devront désormais se rendre à Carcassonne pour obtenir les renseignements indispensables sur leur impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires, TVA et remboursement de crédits de TVA etc ?
Comment osez-vous prétendre que les points d'accueil seront plus nombreux, alors que les trésoreries de proximité, seules à même d'effectuer un accueil professionnel des usagers, seront fermées à horizon 2022 ?

Comment vous déclarer préoccupé par le devenir des agents du département alors que ceux-ci seront désormais contraints de travailler dans des centres industriels déshumanisés ?
Comment justifier la nécessité désormais pour les agents qui ne pourront ou voudront changer de lieu de résidence, d'effectuer entre 50 et 82 kilomètres quotidiennement pour se rendre sur leur lieu de travail ?

Sachez toutefois que la colère des agents, des élus et des usagers se fait sentir sur tout le territoire audois : partout, la révolte gronde contre votre « nouveau réseau de proximité ».
Vous avez feint, de mettre en place une « concertation » : les organisations syndicales vous ont demandé à maintes reprises de réunir représentants des élus locaux, des agents des Finances Publiques et des usagers pour définir de concert le service public des Finances le plus adapté aux besoins.

Une nouvelle fois, l'intersyndicale des Finances Publiques vous met solennellement en garde : les agents n'accepteront pas de voir leurs conditions de travail dégradées du fait de vos décisions ineptes. En particulier, nous tenons à vous rappeler très fermement que le syndrome « France Télécom » n'a pas sa place aux Finances Publiques.
60 salariés se sont suicidés entre 2006 et 2010 à France Télécom. Leurs dirigeants mettaient alors en exergue, comme vous, la nécessité de rationaliser l'organisation de l'entreprise par la constitution de « back et front-office », de supprimer des emplois (22 000 entre 2006 et 2008) ainsi que des agences d'accueil des usagers, de favoriser la mobilité forcée des salariés et d'imposer la fin du recrutement de fonctionnaires pour embaucher des contractuels de droit privé. Enfin, la notion de service public avait intégralement disparu dans le langage et les pratiques managériales.

Aux Finances Publiques, la loi de transformation de la Fonction Publique permettra désormais l'embauche de contractuels et, du fait des suppressions de poste, une mobilité forcée sera organisée. L'agent des Finances Publiques, dont le poste ou service sera fermé, sera ainsi affecté, en cas d'absence de poste adéquat dans le département de l'Aude, dans la grande région voire dans une autre administration. Rappelons encore une fois qu'à la DGFIP, depuis 2002, 40 000 emplois ont été supprimés et 15 trésoreries ont été fermées dans l'Aude depuis 11 ans.
Par ailleurs, la création de back-office (les services de gestion comptable) et front-office (le « conseiller des collectivités locales ») est institutionnalisée par ce « nouveau réseau de proximité ».
Vous-même, Monsieur Quintin, y compris dans les instances paritaires, n'avez de cesse d'utiliser le mot « client » plutôt que celui d' « usager » !

Monsieur le Président, il est désormais grand temps de comprendre qu'il revient aux agents, et à eux seuls, de décider comment, où et avec qui, ils doivent travailler. Il n'appartient pas à quelques technocrates zélés d'ordonner quelles trésoreries doivent être fermées ou lesquelles doivent être maintenues.
C'est pourquoi nous refusons de discuter avec vous et avec cette équipe de Direction des modalités de notre disparition.
Nous refusons en bloc votre projet de « destruction de proximité » !
Nous refusons ce simulacre de concertation, cette mascarade qui vise à enfumer agents, élus et usagers !
Monsieur Quintin, plus personne n'est dupe !
Sachez que les agents des Finances Publiques n'accepteront JAMAIS votre « nouveau réseau de proximité » !